

Antisionisme et antisémitisme

Robert Hirsch

Pour certains, notamment à droite, mais pas seulement, ces deux termes n'en font qu'un : l'antisionisme serait la nouvelle formulation de l'antisémitisme. Ce positionnement est rejeté dans la gauche radicale. Qu'en est-il ? Les drames vécus en Israël et Palestine depuis le 7 octobre 2023, l'explosion d'antisémitisme de ces derniers mois amènent à s'interroger à nouveau sur cette question, qui divise la gauche.

Afin d'apprécier l'éventuelle relation entre antisionisme et antisémitisme, il convient d'abord d'exposer ce que fut le sionisme des origines avant de présenter les divers antisionismes pour tenter de conclure.

De quoi le sionisme est-il le nom ?

Dans une partie de la gauche d'aujourd'hui, le sionisme est considéré comme un colonialisme raciste. Voire comme une déclinaison du fascisme. C'est confondre la politique israélienne au temps de Netanyahou et de ses ministres suprémacistes avec ce que fut le sionisme. C'est nier la complexité, c'est refuser l'histoire. Et cela ne peut qu'amener des dérives qui desservent le soutien au peuple palestinien. Celle de Pierre Stambul, président de l'UJFP (Union juive française pour la paix), est très significative. Il s'exprimait ainsi le 19 mars 2024 devant la faculté d'Aix-Marseille :

« Le sionisme a déclaré il y a 120 ans que Juifs et non-Juifs ne pouvaient pas vivre ensemble, ni dans le pays d'origine, ni dans l'État juif à construire ».

Or, ce n'est pas le sionisme qui a décidé que les Juifs et Juives ne pouvaient plus vivre avec les autres lors de ce terrible XX^e siècle. Ce serait plutôt une partie des « autres ». Qui ont dit aux Juifs : « Vous ne pouvez plus vivre avec nous », avant de leur dire « Vous ne pouvez plus vivre ». Et le sionisme n'est que le résultat des désastres qu'il est toujours indispensable de rappeler. Sa naissance est contemporaine de la montée de

l'antisémitisme à la fin du XIX^e siècle. Il se fit sentir à la fois dans le pays le moins démocratique de l'Europe d'alors, la Russie tsariste, et dans celui qui représentait le mieux les aspirations à la liberté et l'émancipation des Juifs, la République française. Les pogroms de 1881-1882 et ceux du début du XX^e siècle dans l'empire russe, ainsi que l'explosion antisémite de l'année 1898 lors de l'affaire Dreyfus sont les moments emblématiques de cet antisémitisme.

L'année 1897 est à cet égard symbolique : du 29 au 31 août à Bâle se déroule le premier congrès sioniste. Quelques semaines plus tard, du 7 au 9 octobre, à Vilnius, une poignée de militants et militantes fondent le Bund socialiste dans une clandestinité obligée par l'autocratie tsariste. Ces moments fondateurs de l'histoire juive contemporaine indiquent deux options émancipatrices : la construction d'un « État des Juifs » selon le titre de l'ouvrage d'Herzl ou l'espérance socialiste, le Bund se situant dans cette optique, tout en insistant sur l'autonomie culturelle juive dans le cadre du socialisme. Une troisième voie existe, particulièrement en France : l'intégration, qui vise à terme à relativiser les spécificités juives.

Le siècle qui suit va, on le sait, mettre à mal cette perspective, lorsque les squares seront interdits « aux Juifs et aux chiens ». Quant à l'espérance socialiste, relayée par celle du communisme, elle va s'estomper avec la disparition du peuple juif d'Europe centrale qui la portait. Parce que, il faut le rappeler, les deux tiers des Juifs ayant été sous la domination nazie disparurent, notamment 90 % du judaïsme polonais. Mais l'antisémitisme stalinien fut aussi un coup de poignard pour ces militants. L'ouvrage de Mosché Zalcman, *Histoire véridique de Mosché, ouvrier juif et communiste au temps de Staline*, publié en 1977, en est un témoignage émouvant et tragique.

Dans ces conditions, c'est le sionisme qui s'est imposé après la Shoah. Non que tous les Juifs du monde se soient précipités vers Israël, loin de là. Mais, pour la très grande majorité d'entre eux, la nécessité de l'existence de cet État est devenue une évidence. D'où la profondeur du traumatisme des milieux juifs après le 7 octobre.

Ce succès du sionisme, autrefois minoritaire dans le monde juif, s'explique donc par l'histoire. Il n'en reste pas moins que, pour les Palestiniens, l'arrivée des Juifs et la création de leur État fut ressentie comme une colonisation. Mais elle a été aussi, durant des dizaines d'années, une fuite éperdue devant un antisémitisme qui culmina dans une tentative de destruction largement réussie par les nazis. Ce que fut le sionisme est donc bien autre chose qu'un simple colonialisme raciste, voire fasciste, décrit par une partie de la gauche.

Un autre argument à gauche réside dans le caractère minoritaire du sionisme à ses débuts, y compris dans les milieux juifs. Il y eut bien un antisionisme juif, mais à distinguer radicalement de celui d'aujourd'hui.

Les oppositions juives au sionisme

On l'a dit, le sionisme ne s'est vraiment imposé comme idée dominante qu'après la Seconde Guerre mondiale. Effectivement, dans le monde juif, il existait un scepticisme à l'égard d'une idée qui paraissait irréalisable. Mais il y avait aussi des réticences plus profondes. Celle des religieux tout d'abord : la majorité d'entre eux considérait que le retour en Terre Sainte devait être l'œuvre de Dieu, et non des hommes. La bourgeoisie juive d'Europe occidentale se méfiait, elle, de ces sionistes qui risquaient de déranger l'intégration en cours. Les Juifs français étaient majoritairement dans cette disposition d'esprit, le sionisme y étant longtemps minoritaire. D'ailleurs, contrairement à une histoire prisee dans les milieux de la gauche radicale, le premier sionisme a surtout une influence dans les milieux populaires. Il y est

contesté par les bundistes. Ceux-ci considèrent qu'agir pour un État juif en Palestine revient à abandonner le combat révolutionnaire que le peuple juif doit mener là où il vit. Le principal théoricien du mouvement, Vladimir Medem, l'exprimait ainsi :

« Les palmiers et les vignobles de Palestine me sont étrangers »¹.

Ce refus de l'action sioniste ne signifie pas pour autant que le Bund néglige l'aspect national de la lutte révolutionnaire. Medem, encore lui, le résume ainsi dans *Le temps (Tsayt)* du 17 septembre 1913 en parlant du travailleur :

« C'est seulement au travers de sa propre culture qu'il est capable de participer à la culture internationale et au mouvement ouvrier ».

Le marxiste russe Plekhanov traduira cela par une réflexion demeurée célèbre, expliquant que les bundistes sont « des sionistes qui ont le mal de mer » ! On voit qu'il est bien difficile d'assimiler le Bund à l'antisionisme contemporain.

Les antisionismes à gauche

Un antisionisme se structure assez rapidement hors du monde juif, celui de la social-démocratie russe, qui rejette le sionisme dès 1902, poussant ainsi les sionistes qui en étaient membres à constituer leur propre parti. Le mouvement communiste naissant radicalise cet antisionisme. La Révolution d'octobre 1917 se veut le prélude d'une subversion mondiale. À cet effet, en mars 1919, est fondée la Troisième Internationale. Celle-ci entend rompre avec le réformisme de sa devancière, qui a, selon les communistes, fait faillite en 1914. Un des reproches qui lui est fait est d'être restée très européenne dans son implantation comme dans ses conceptions, notamment à l'égard du colonialisme, peu contesté par le mouvement socialiste avant 1914. L'Internationale communiste se vit en rupture avec cet européocentrisme. D'où, en septembre 1920, l'organisation du Congrès des peuples d'Orient à Bakou. Depuis

¹ Henri MINCZELES, *Histoire du Bund. Un mouvement révolutionnaire juif*, L'Échappée, 2022, p. 281.

cet Azerbaïdjan qui fait le lien entre Orient et Occident, les communistes s'adressent aux peuples du Sud, comptant sur des soulèvements anticolonialistes. Le mouvement de décolonisation pourrait, en Palestine, concerner les Arabes et les Juifs face aux colonisateurs britanniques. Mais, dès 1920, l'Internationale communiste avait qualifié le sionisme d'« entreprise coloniale », avant de le stigmatiser davantage encore en 1922 comme « contre-révolutionnaire ». Dans les années 1930, les communistes se prononcent contre l'immigration juive en Palestine, à l'heure où le danger mortel du nazisme se précise. Ils ne proposent aux Juifs que la Révolution. Les trotskistes américains, eux, font campagne pour l'entrée aux USA, alors rendue impossible par les lois américaines sur l'immigration, des Juifs menacés. L'antisionisme communiste, qui va influencer l'extrême gauche soixante-huitarde, ne prend pas en compte l'aspect de libération nationale du sionisme naissant. Mais il diffère de ce qui va lui succéder après la Seconde Guerre mondiale, l'« antisionisme » stalinien.

Pour celui-ci, les guillemets sont de rigueur. En effet, on connaît l'antisémitisme stalinien, déjà dénoncé par Trotski lors des procès de Moscou. Cet antisémitisme reprit de plus belle après la guerre : interdiction en 1947 du *Livre noir*, destiné à recenser les témoignages de l'extermination des Juifs d'URSS, suivie par la répression des membres du Comité antifasciste juif. Ensuite, ce furent la persécution des poètes juifs, assassinés en 1952, et l'affaire des Blouses blanches, juste avant que le décès de Staline en mars 1953 évite le pire. Dans la même période, l'URSS avait soutenu la création de l'État d'Israël, avant de faire rapidement volte-face pour des raisons de politique internationale, mais aussi par crainte d'un nationalisme juif en URSS même, les manifestations ayant marqué l'arrivée de l'ambassadrice d'Israël, Golda Meir, ayant inquiété le maître du Kremlin. Dès lors, il n'y eut plus guère de distinction entre les campagnes antisionistes et l'antisémitisme.

Les procès intentés dans les démocraties populaires à des dirigeants suspectés, entre autres méfaits, de « sionisme », décimèrent les communistes juifs, notamment lors du procès Slansky de 1952 (11 des 14 accusés étaient juifs). L'accusation de « sionisme », totalement inventée, cachait mal l'antisémitisme. En même temps, la critique d'Israël était largement diffusée par le Kremlin auprès des partis communistes et dans le monde arabe. Elle comprenait l'accusation de génocide. Cette propagande trouvait un terrain favorable dans un monde musulman mobilisé contre la création de l'État juif.

Le nationalisme palestinien, et plus largement celui du monde arabe, s'est très tôt manifesté contre l'immigration juive en Palestine. Il s'est en fait construit en même temps que l'arrivée des Juifs d'Europe fuyant l'antisémitisme. Un de ses premiers théoriciens, Rachid Rida (1865-1935), diffuse en 1929 un long texte sur les Juifs. Selon lui, ils refusent de se fondre dans les autres peuples, ont créé la franc-maçonnerie pour se venger des chrétiens. Ils sont à la base, à la fois du système financier international et du bolchevisme, mais aussi de l'athéisme en Russie et en Turquie. Leur puissance vient de leurs moyens financiers. Par contre, ils ne sont compétents ni en agriculture, ni sur le plan militaire. En 1933, il ajoute l'idée que les Juifs ont sapé le pouvoir de l'Allemagne dans

la Première Guerre mondiale, thèse des nazis². Ces positionnements sont renforcés par la lecture des *Protocoles des Sages de Sion*, dont la première traduction arabe date de 1925. Ils sont inspirés par l'antisémitisme européen, renforcé par la tradition musulmane hostile aux Juifs. Celle-ci se manifeste notamment par le mépris envers les capacités militaires des Juifs. À noter qu'une grande partie de ces « analyses » se retrouveront dans la charte fondatrice du Hamas.

Dans l'immédiat, Rida influence les fondateurs des Frères musulmans, ainsi que le Mufti, Hajj Amin al-Husseini. Gilbert Achkar juge ainsi le rôle de ce dernier en 1939 – 1945 :

« Le Mufti devint le collaborateur arabe et musulman par excellence des deux puissances fascistes³ ».

Des débats récurrents concernent ce personnage, certains ayant tendance à minimiser son rôle, quand d'autres, comme le Premier Ministre israélien, l'exagèrent, en en faisant l'inspirateur d'Hitler pour la solution finale, ce qui n'a aucun sens. Il n'en reste pas moins qu'il a représenté un certain tropisme arabe voyant dans le nazisme un allié contre l'immigration juive. Même s'il faut se garder de considérer son cas comme révélateur des points de vue de l'ensemble du monde musulman. Le 2 novembre 1943, le Mufti se prononce pour l'expulsion des Juifs des pays arabes, comme l'a fait Mahomet lors de son conflit avec les tribus juives. En même temps, il réaffirme sa solidarité avec le nazisme :

« L'Allemagne ... a bien compris ce que sont les Juifs et a décidé de trouver à la menace juive une solution définitive qui mettra fin à leur fléau dans le monde⁴ ».

On sait ce qu'a été cette « solution définitive ». L'antisionisme arabo-musulman

a donc, dès l'origine, été marqué par l'antisémitisme. Il ne s'en dégagera, un temps, qu'avec la direction que Yasser Arafat imprimera à l'OLP.

L'antisionisme d'aujourd'hui

Il était nécessaire de faire un détour par ces antisionismes, dont certains s'avèrent avoir été marqués par l'antisémitisme. Mais, qu'est-ce qu'être antisioniste aujourd'hui ?

L'antisionisme actuel à gauche vient de celui qui accompagna la radicalisation des années 1960-1970, en un temps où l'OLP, sous la direction de Yasser Arafat, s'autonomisait de la tutelle des régimes arabes soucieux de « jeter les Juifs à la mer ». La nouvelle direction palestinienne reconnaissait la possibilité d'une présence juive en Palestine et situait son action dans la montée des luttes des peuples du Sud, faisant référence au combat des Vietnamiens ou à l'action du Che. De quoi mobiliser la nouvelle extrême gauche. Mais si la gauche radicale d'aujourd'hui se réfère à cet antisionisme, elle ne prend pas en compte le changement de période : le Hamas n'est pas la radicalité palestinienne des années soixante, mais une nouvelle radicalité aux contours bien différents, ayant remplacé la solidarité internationale des luttes par un fanatisme religieux réactionnaire.

Une partie des manifestations de soutien au peuple palestinien se structure autour du slogan, « from the river to the sea », c'est-à-dire l'idée de la libération de la Palestine du Jourdain à la mer. Certains précisent que la nouvelle structure accueillerait les deux peuples, ce qui paraît bien hypothétique. Mais bien souvent ce slogan est accompagné d'un affichage où la carte de l'actuel État d'Israël est entièrement recouverte par le drapeau palestinien. Dans ces conditions, qu'en est-il de la présence juive ? Est-elle

² Gilbert ACHKAR, *Les Arabes et la Shoah, La guerre israélo-arabe des récits*, Acyes Sud, 2009, p. 182-189. La Première Guerre mondiale s'étant terminée sans que l'Allemagne soit envahie, les nationalistes allemands ont développé la théorie du « coup de poignard dans le dos » dont se seraient rendus coupables les sociaux-démocrates. Thèse reprise et développée par Hitler, pour qui les principaux responsables de cette trahison étaient les Juifs et la gauche.

³ Gilbert ACHKAR, *op. cit.*, p. 231.

⁴ Gilbert ACHKAR, *op. cit.*, p. 250.

condamnée à disparaître comme ce fut le sort des représentants du colonialisme classique ? Où iraient alors les Juifs israéliens chassés du Moyen-Orient ? En Pologne, en Roumanie ? On voit bien l'inanité de cet antisionisme.

Alors, si on choisit de refuser cette vision, si on lui préfère une solution permettant aux deux peuples de vivre en paix et avec dignité sur cette terre, ce n'est plus de l'antisionisme. En effet, quel sens cela a-t-il de se dire antisioniste aujourd'hui, alors que sept millions de Juifs, soit 45 % des Juifs et Juives du monde, vivent en Israël et y ont construit un État, avec la politique duquel on peut être en désaccord, et une société, dans laquelle on peut critiquer le rôle de la religion ? On ne peut plus penser comme avant la création de cet État, où on pouvait se dire opposé à la solution sioniste de lutte contre l'antisémitisme et y opposer la voie socialiste internationaliste. Mais celle-ci a échoué, fracassée par l'extermination nazie et la trahison stalinienne.

Mon point de vue personnel demeure, selon lequel il n'était pas judicieux de prétendre résoudre la question de l'antisémitisme par la création d'un État, d'une part parce que le nationalisme que cette création induisait rompait avec l'universalisme juif qui avait tant apporté. D'autre part, parce que cet État risquait de se réaliser sur le malheur d'un autre peuple, palestinien, ce qui s'est produit. La situation actuelle confirme ce pronostic. Mais l'État d'Israël est le résultat des drames du XX^e siècle, sur lesquels on ne peut revenir.

Quelle que soit la validité de la critique du sionisme, il faut aujourd'hui renoncer à un antisionisme qui nie l'existence de l'État d'Israël, d'autant qu'il ne se différencie pas toujours de l'antisémitisme.

L'antisionisme est-il l'antisémitisme d'aujourd'hui ?

S'il s'agit de condamner avec la plus grande vigueur le cours actuel de la politique israélienne, ce n'est évidemment pas de l'antisémitisme. À cet égard, l'affirmation selon laquelle critiquer Israël revient à prôner l'antisémitisme est fautive et dangereuse. Elle

est aujourd'hui au cœur de la propagande de la droite israélienne et doit être rejetée absolument.

Par contre, trois questions me paraissent rapprocher l'antisionisme d'aujourd'hui de l'antisémitisme : le refus de la présence juive au Moyen-Orient, l'affirmation d'un rôle mondial d'Israël, l'assimilation de cet État au nazisme.

Autant il pouvait être légitime de contester le projet sioniste avant qu'il se concrétise, autant, aujourd'hui, après les catastrophes du vingtième siècle qui ont contraint tant de Juifs et de Juives à opter pour le refuge israélien, il n'est pas concevable de souhaiter que les Juifs renoncent à l'existence de cet État. Ce serait le seul exemple dans le monde. Ne pas accepter la destruction de l'État d'Israël, c'est admettre qu'il ne s'agissait pas d'une colonisation classique, mais de la recherche d'un refuge pour une population persécutée. D'ailleurs, si on examine ce que furent les alyas (« montées » en Israël) d'avant la Seconde Guerre mondiale, la plus importante fut la cinquième, qui, à partir de 1933, concerna essentiellement les Juifs d'Allemagne fuyant le nazisme quand il en était encore temps. Contester aujourd'hui le droit d'exister à l'État d'Israël dépasse l'opposition à la politique de son gouvernement. C'est à l'ensemble des Juifs, qu'ils soient sionistes ou pas, que s'en prend cette négation d'Israël.

Seconde question qui rapproche antisionisme et antisémitisme : l'affirmation d'un rôle mondial d'Israël, souvent évoqué. Qu'Israël ait un poids considérable dans le Moyen-Orient n'est pas niable. Autre chose est de considérer que ce petit État pèse dans les affaires du monde. Cette affirmation, non fondée, rappelle le complotisme ancien faisant des Juifs les maîtres potentiels du monde. N'oublions pas que les *Protocoles des Sages de Sion*, ce faux fabriqué au début du XX^e siècle par la police tsariste, demeure très diffusé, que ce soit dans la Russie poutinienne ou dans le monde arabo-musulman.

Enfin, l'assimilation de cet État au nazisme est à la fois une profonde erreur

historique et une faute morale. Elle ne peut être ressentie par les Juifs que comme une violente agression. Dans le cadre de cet article, mon but n'est pas de discuter de la validité de l'accusation de génocide portée contre l'État d'Israël. Une remarque toutefois : elle a commencé à être évoquée au bout de dix jours de bombardements consécutifs au massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre. Il n'y a pas d'autre exemple d'une accusation de ce type après une telle action. Aujourd'hui, effectivement, la situation humanitaire à Gaza est gravissime et le comportement du gouvernement israélien inadmissible. Mais, que l'ensemble de la gauche et du mouvement syndical emploient le terme « génocide » sans autre précision constitue un problème. En effet, pour l'opinion, le génocide du XX^e siècle, c'est la Shoah, même si nous savons qu'il y en eut d'autres. Employer le même terme sans exposer les différences entre ce que fut l'action des nazis et ce qui a lieu à Gaza revient à dire : « les Juifs font aux Palestiniens ce que les nazis leur ont fait ». Une partie de la gauche va même plus loin, à l'exemple de Jean-Luc Mélenchon lors des amphis d'été de son mouvement en août 2024 :

« Et puis il y a eu la Shoah dans la Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire le massacre d'une population désignée à cause de sa religion. Et maintenant voici que nous arrivons au génocide ethniciste : une population qui toute entière doit être rayée de la carte »⁵.

La traduction de cette « analyse » du tribun de LFI est claire : Gaza c'est pire que la Shoah, qui ne concernait que les adeptes du judaïsme alors que dans l'enclave palestinienne c'est tout un peuple qu'on assassine. Passons sur la falsification de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale de la part d'un personnage soi-disant très

cultivé, mais qui oublie que les nazis ont exterminé les Juifs comme peuple et pas seulement les croyants.

Pour conclure...

À la fin de ce tour d'horizon sur l'antisionisme, il faut conclure. Si la contestation du sionisme pouvait se comprendre dans le passé, aujourd'hui existe un État avec une population juive qui n'a pas d'autre possibilité que de continuer à vivre sur cette terre. Elle ne pourra le faire tranquillement qu'à la condition de cohabiter avec le peuple palestinien en lui reconnaissant ses droits à un État. Si l'antisionisme d'aujourd'hui prône cette solution, il est légitime. S'il refuse aux Juifs la possibilité de vivre au Moyen-Orient, il se mue en antisémitisme, il n'a aucune légitimité à gauche.

Robert Hirsch est militant du RAAR, historien, auteur de *La gauche et les Juifs*, Éditions du Bord de l'Eau, 2022, réimprimé en 2024.

⁵ Discours de Jean-Luc MÉLENCHON aux amfis d'été de LFI le 23 août 2024.